



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

COMPTE RENDU DE COLLOQUE



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

À DROITE TOUTE ?

Le conservatisme et la société américaine

Colloque organisé par l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand



IS AMERICA RIGHT?

Conservatism in American Politics

Conference organized by the Center for U.S. Studies, Raoul-Dandurand Chair

JEUDI 9 FÉVRIER / THURSDAY, FEBRUARY 9TH 2006

8 H 30 – 17 H 30

PLAZA HÔTEL CENTRE-VILLE, 505, SHERBROOKE EST, MONTRÉAL

www.dandurand.uqam.ca



Affaires étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada



COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'OBSERVATOIRE SUR LES ÉTATS-UNIS DE LA CHAIRE RAOUL-DANDURAND EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES, UQAM



Charles-Philippe David, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand

« Bienvenue aux participants et aux conférenciers.

Ceci est le huitième colloque organisé par l'Observatoire sur les États-Unis, depuis sa naissance en 2002. La Chaire Raoul-Dandurand, à laquelle il est rattaché, a été créée en 1996. Cette année sera donc l'occasion de souligner ce dixième anniversaire. De plus, l'Observatoire sur les États-Unis sera également très présent en cette année électorale de mi-mandat. En effet, le but de notre Observatoire sur les États-Unis est de stimuler l'information la plus rigoureuse afin de mieux comprendre les enjeux américains, de former de jeunes et de nouveaux chercheurs sur les réalités américaines, et de diffuser les connaissances à travers des publications scientifiques et vulgarisées pour un public averti et désireux d'en savoir toujours plus.

Je tiens à remercier très vivement l'appui généreux du ministère des Relations internationales du Québec, de même que le soutien de AÉC pour la tenue de notre conférence.

L'idée de ce colloque a germé en mai 2005 lors du congrès de la SQSP (Société québécoise de science politique), dans lequel les chercheurs de l'Observatoire avaient tenu un panel sur l'état du conservatisme, et son influence dans la société et dans la politique américaine. Il s'agit donc d'une idée longuement mûrie et nous sommes très contents qu'elle fasse l'objet d'un tel engouement actuellement. Pour notre part, ce colloque visait à renforcer notre analyse de la société et de la politique américaine, et à offrir une vue d'ensemble du conservatisme — ce que nous ferons toute la journée en traitant de thèmes et de sujets divers. *I am particularly pleased and happy to welcome our American and Canadian friends, scholars, to help us assess the changing nature, the rising influence, of conservatism in American politics — and what's in store for us in the upcoming mid-term elections next November.*

L'une des grandes questions que nous allons nous poser aujourd'hui est l'exactitude, mais surtout la signification, de cette présumée « polarisation » entre démocrates et républicains qui semble caractériser la politique américaine actuelle. En effet, est-il juste de parler de fracture profonde ou ne doit-on pas plutôt juger cette division sur la base des grandes valeurs qui rassemblent les Américains? Ceux-ci sont-ils vraiment divisés ? Et, si oui, et de quelle « division » s'agit-il ? Christian Rioux, dans ses *Carnets d'Amérique*, a déjà répondu à ces questions : « pas autant qu'on le croit, et certainement pas comme on le dit ». En fait, conclut-il, « les Américains sont beaucoup plus au centre qu'on ne le croit ».

Well, allow me to start the discussion today by providing — in English for the benefit of our guests — a few facts and debating points, mostly questions and issues that should be addressed, on the much-discussed theme of polarization. The debate on conservatism is ridden with contradictions and counterfactuals. Let me give you in summary form, in seven key points, my observations on this debate:

* 1. Permettez-moi d'entamer le sujet de façon provocante. Je suis d'accord avec certains des meilleurs observateurs de la société et de la politique américaines qui pensent fausse l'idée selon laquelle les États-Unis seraient divisés en deux camps idéologiques distincts et géographiquement indépendants : il n'existe apparemment pas une telle division entre ce que l'on peut appeler les États-Unis du Canada (les démocrates) et *Jesusland* (les républicains). En fait, certains maintiennent que les États-Unis ne sont pas plus divisés — et peut-être même moins — qu'à d'autres périodes de leur histoire ou encore qu'ils ont toujours été divisés. S'il est vrai que le régime actuel des partis peut ressembler à la carte géopolitique européenne, avec de nettes différences idéologiques entre le Parti républicain de l'ordre, des « riches », et le Parti démocrate du changement, des « pauvres », il ne s'agit pas là d'une situation si unique ni si réelle. Après tout, souvenons-nous que sept des dix dernières élections présidentielles ont porté au pouvoir des candidats relativement conservateurs.

* 2. Le « désordre bipolaire », comme on l'appelle, n'a jamais vraiment été expliqué, du moins à l'extérieur des États-Unis, où les analyses sont souvent demeurées superficielles. Voici les éléments du casse-tête, tels que présentés par divers chercheurs universitaires. Les politiques américaines sont beaucoup plus polarisées que ne l'est la société américaine elle-même. En d'autres mots, le consensus est plus fort à l'égard des valeurs qu'à l'égard des partis et de la représentation politique. De plus, les valeurs n'ont pas autant d'importance que certains le croyaient après les élections de 2004 : un électeur sur quatre a parlé de valeurs, mais un électeur sur trois a mentionné l'Irak et le terrorisme dans les enjeux les plus importants de ces élections.

* 3. De façon générale, il est vrai que les valeurs conservatrices gagnent en popularité, et transcendent les partis et les clivages politiques. « Les Américains croient que leurs politiques sont devenues plus conservatrices », révèle un sondage rigoureux effectué il y a un an. Celui-ci démontrait qu'environ un démocrate sur trois s'identifiait clairement à des valeurs libérales, alors que deux républicains sur trois adhéraient sans équivoque aux valeurs conservatrices. Un tiers de tous les électeurs en 2004 se qualifiaient eux-mêmes de conservateurs, une hausse de quelques points par rapport aux 29 % en 2000. Un seul sur quatre voulait être défini comme libéral — ce qui équivaut donc à trois conservateurs affirmés pour deux libéraux parmi la moitié des électeurs déclarés. Néanmoins, parmi l'autre moitié des électeurs, les électeurs indépendants qui n'avaient pas choisi leur camp, ils ont plutôt penché du côté libéral modéré. Il faut ajouter à cela que le vote religieux n'est pas si monolithique qu'on l'a souvent prétendu. Plus particulièrement, le vote moral, blanc, évangélique et protestant n'a peut-être compté que pour 22 % de l'électorat (soit 15 millions d'électeurs) — vote qui est sans conteste allé à Bush dans une grande proportion. Il est intéressant de se souvenir que le vote catholique était plus important en nombre et donc plus significatif pour Bush en 2004 que le vote évangélique tant remarqué. Par conséquent, que ce soit sur le crime, la peine capitale, le contrôle des armes, la légalisation de la marijuana, l'avortement ou les droits des gais, les valeurs tendent à converger (étonnamment peut-être plus souvent qu'autrement du côté libéral et centriste) que l'on vienne d'un état bleu ou rouge. Selon Morris Fiorina, dans *The Myth of a Polarized America*, ce fait seul « suggère l'absence d'une guerre de cultures ». En effet, nous devrions nous départir des stéréotypes : il existe des homosexuels pro-vie, et des gens défendant la liberté qui sont pourtant contre le droit au suicide assisté.

* 4. Les irréductibles idéologues, ceux qui entretiennent et désirent cette guerre de culture, ont sans aucun doute polarisé les partis. Mais, une proportion grandissante d'électeurs se dit indépendante, comme l'ont confirmé les élections de 2004. L'écart idéologique entre les 15 à 20 % de républicains durs (résolument conservateurs et profondément religieux) et les 15 à 20 % de démocrates inconditionnels (résolument libéraux et profondément laïques) est probablement plus important

aujourd'hui que jamais. Entre les deux camps, toutefois, se trouvent 60 à 70 % d'indépendants centristes. Les extrêmes sont dorénavant polarisés, mais le centre se fait plutôt silencieux. (Nixon avait compris cela, y référant comme la majorité silencieuse). C'est cette zone qui représente le véritable champ de bataille dans chaque élection.

* 5. Les États-Unis ne sont définitivement pas divisés en deux camps religieux qui s'affrontent. Il n'y a pas un *Jesusland* traditionnel qui combat une nation moderne et athée. Souvenons-nous que l'une des caractéristiques extraordinaires des États-Unis est son niveau de religiosité (seulement 5 % des Américains ne croient pas en l'existence de Dieu). Il faut aussi reconnaître que les Américains ne se divisent pas entre les croyants et les incroyants, mais entre différentes sortes de religions. Et, voici ce que révèle le forum Pew sur les religions : les États-Unis ne sont pas fractionnés en deux grands groupes religieux, mais en 12 tribus. À l'exception de quelques groupes (les extrêmes), ces tribus peuvent pencher tant d'un côté que de l'autre à chaque élection. Différentes dénominations fournissent des munitions aux deux partis et, donc, la religion constitue un atout pour les deux clans. En vérité, *Jesusland* se retrouve partout au pays, et pas seulement dans les États rouges. Les évangélistes de droite représentent l'une des factions en guerre, autrement dit, l'une des 12 tribus. Ils ne sont donc sûrement pas aussi influents à l'égard des politiques américaines que certains semblent le craindre et, du moins, pas plus importants en nombre que la gauche religieuse (oui, il existe une gauche religieuse). Des observateurs avanceraient également l'idée que ces mêmes divisions, ou tribus, existent au sein du mouvement conservateur, incluant des factions comme les conservateurs du milieu des affaires, les conservateurs au gouvernement, les conservateurs traditionnels et les néo-conservateurs — et ces derniers sont très mécontents des résultats de la présidence de Bush. En fait, on remarque une grande agitation tant au sein du mouvement conservateur que de la famille des démocrates.

* 6. Permettez-moi de traiter des affirmations du perspicace E. J. Dionne dans son analyse pour l'*Atlantic Monthly* du plus récent « State of the Union ». Selon lui, la plupart des Américains sont plutôt satisfaits du traitement des questions touchant aux valeurs morales et aux libertés individuelles. Il conclut que ce consensus pourrait vraisemblablement limiter les changements durables au *statu quo*, peu importe le parti au pouvoir. On peut ajouter à cela la conclusion du forum Pew : l'importance et les croyances des tribus modérées, communément appelées le « centre moral », qui peuvent passer d'un parti à un autre, de gauche à droite et inversement, peuvent aussi limiter la marge de changement réel dans les valeurs et dans les politiques après une élection. Incidemment, la droite religieuse n'est peut-être pas autant en mesure de promouvoir son programme politique que nous le croyions en 2000 et en 2004.

* 7. La présumée division entre les deux camps politiques et idéologiques se fait donc peut-être à d'autres niveaux, comme au chapitre de la politique étrangère, par exemple, dans le choix d'un bon commandant en chef. C'est sur ce plan que les États-Unis ont été et seront encore divisés. Qui serait le meilleur candidat pour déterminer la politique étrangère, pour être le commandant en chef, pour être président ? L'Irak demeurera sûrement une question très controversée lors des élections de mi-mandat et les élections présidentielles de 2008. Dans ce domaine, les politiques américaines pourraient probablement susciter une importante polarisation. À long terme, ce seront peut-être les valeurs que les États-Unis projettent et promeuvent dans le reste du monde qui pourraient faire l'objet de vifs débats parmi un nombre croissant de gens dans différentes régions du pays. Voilà peut-être l'ultime polarisation que connaîtront les États-Unis, la superpuissance, après George W. Bush.



PANEL 1. LA MONTÉE DU CONSERVATISME AUX ÉTATS-UNIS : ORIGINES ET ACTEURS

➤ *The Four P's of the Modern American Conservative Movement* **Lee Edwards** (Heritage Foundation)

Selon M. Edward, l'émergence du mouvement conservateur aux États-Unis remonte à la fin des années 1940. L'ouvrage de Russell Kirk, *The Conservatives Minds*, publié en 1953, constitue le point de départ de ce mouvement. Ce livre, qui se voulait une synthèse de la pensée des auteurs conservateurs anglo-américains de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, fut ensuite conçu comme l'un des ouvrages fondateurs de la pensée conservatrice américaine moderne. Il y argumente la valeur de deux thèmes récurrents du conservatisme moderne : la propriété privée et la liberté individuelle.

M. Edward a également précisé le sens étymologique du terme « conservateur ». Le conservatisme ne prône pas l'immobilisme sociétal mais bien le changement ordonné dans une société donnée tout en préservant ses caractéristiques fondamentales.

La montée en puissance du mouvement conservateur américain durant cette période a été due aux activités combinées et complémentaires de quatre catégories de personnages et d'acteurs sociaux bien distincts, les quatre « P » :

- Les philosophes, qui donnèrent les bases idéologiques nécessaires au développement du mouvement ;
- Les *populars risers*, qui interprétèrent les concepts philosophiques pour les rendre accessibles à l'ensemble de la population ;
- Les politiciens, qui fournirent une base électorale crédible sur laquelle le mouvement conservateur pouvait être exploité politiquement ;
- Les philanthropes, qui procurèrent les assises financières nécessaires pour mettre en œuvre les plans électoraux élaborés par les politiciens.

➤ *How Conservative Ideas Shape the American Society?* **Mike Hannahan** (University of Massachusetts–Amherst)

L'allocation de M. Hannahan portait sur le rôle des partis politiques dans l'évolution actuelle et passée du mouvement conservateur américain. Il a d'abord abordé un des principaux stéréotypes du conservatisme, à savoir son immobilisme social. Comme M. Edwards, M. Hannahan a indiqué que le conservatisme était avant tout une manière proactive de répondre aux problèmes auxquels était confrontée une société et non une manière de conserver les privilèges de la classe dirigeante.

Pour bien évoluer sur la scène politique américaine, les partis politiques doivent comprendre les aspirations et les réactions possibles de l'électorat à partir d'une grille d'analyse à deux axes (intervention sociale et économique) et à quatre quartiles. L'étude des opinions politiques des électeurs américains démontre que le mouvement conservateur devra adapter quelque peu son discours pour satisfaire une clientèle électorale qui est favorable à une intervention de l'État dans les affaires sociales, mais qui s'oppose à un débordement des activités de celui-ci dans les affaires économiques.

Le professeur Hannahan considère que certains sujets chauds pour le mouvement conservateur, comme le mariage gai, vont inévitablement sombrer dans l'oubli à l'instar des sujets controversés d'autrefois, comme les mariages interethniques durant les années 1950.

➤ ***La liberté, la poursuite du bonheur et le conservatisme américain***
Donald Cuccioletta (Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM)

M. Cuccioletta a insisté sur le caractère fondamentalement conservateur de la société américaine. Depuis quelques décennies, cette société connaît d'ailleurs un fort courant tendant à accentuer encore plus ce caractère conservateur. La scène politique nationale reflète évidemment cette tendance conservatrice marquée. Le conservatisme est clairement présent dans les deux partis politiques principaux et est mis en valeur à l'occasion des différentes campagnes auxquelles ils se livrent. Donald Cuccioletta attribue au conservatisme américain un rôle de moteur de la société américaine.

Cependant, il relativise l'héritage idéologique duquel se réclament les penseurs conservateurs. La liberté, un idéal cher au mouvement conservateur, tirerait en fait ses racines de la pensée libérale plutôt que de la pensée conservatrice. Pour M. Cuccioletta, le mouvement conservateur actuel tire ses valeurs d'une mosaïque idéologique beaucoup plus hétérogène que ce qu'elle prétend.

Ce conservatisme est profondément ancré dans la société américaine, puisque c'est avec lui que cette société a été fondée et qu'elle s'est développée. Autant dans l'héritage de l'Amérique coloniale que dans celui de la révolution, le conservatisme marque l'épopée américaine. Il cite comme exemple le Britannique Edmund Burke, un des ténors de la pensée conservatrice du XVIII^e siècle, qui se montra enthousiaste à la révolution américaine alors qu'il affichait ouvertement son hostilité envers la révolution française.

Aujourd'hui, le conservatisme est représenté par plusieurs mouvements politiquement organisés et idéologiquement articulés autour de différents courants à l'intérieur du conservatisme. La primauté de l'individu, l'antiétatisme et le moralisme religieux constituent toutefois le socle commun aux différentes forces qui le composent.

➤ ***Right on Time? Conservative Think Tanks and their Influence on U.S. Foreign Policy***
Don Abelson (University of Western Ontario)

Don Abelson a expliqué l'importance des *Think Tanks* aux États-Unis. Leur nombre serait évalué à plus de 2 000, dont 1 500 dans la région de Washington D.C. Comme dans tout domaine, le domaine des *Think Tanks* compte des joueurs de divers niveaux, disposant de différentes capacités. Deux de ces organismes se démarquent de par leurs activités sur la scène politique américaine et de par les moyens financiers impressionnants dont ils disposent. Ainsi, la Heritage Foundation et la RAND Corporation peuvent compter sur une base annuelle d'un budget respectivement de 30 et de 100 millions de dollars.

Dans leur domaine d'action, les *Think Tanks* ont recours à plusieurs stratagèmes pour tenter d'influencer les décisions gouvernementales. L'accès aux médias et la possibilité de « témoigner » devant les différentes commissions du Congrès demeurent cependant les deux principaux outils utilisés par ces derniers.

M. Abelson considère ces *Think Tanks* une particularité de la vie politique et académique américaine. Ceux-ci ne seraient pas tant des organisations consacrées à la recherche et à la défense d'idées, que des organisations actives dans « l'industrie de la communication des idées politiques ».

L'influence des *Think Tanks* sur la politique américaine n'est cependant pas facilement quantifiable. D'après le modèle d'analyse holistique utilisé par M. Abelson, la conduite de la politique américaine serait le fruit d'une série de relations entre plusieurs acteurs répartis sur plusieurs niveaux hiérarchiques et appartenant à la vaste gamme des différents groupes composant la société et l'appareil étatique américain. Les études réalisées pour démontrer l'influence de certains *Think Tanks* sur des politiques prises par le gouvernement n'arrivent pas à prouver d'une manière convaincante l'existence de liens d'influence directe entre ces « boîtes à idées » et le pouvoir central sur des décisions précises. L'influence de ces organismes serait présente dans l'élaboration de politiques plus vastes. Le meilleur exemple reste la politique étrangère de l'Administration W. Bush durant son premier mandat qui fut sans doute inspirée par les *Think Tanks*, tel le « Projet for a New American Century ».

Les *Think Tanks* apparaissent donc comme des acteurs importants au sein d'un jeu politique en constante transformation que Don Abelson désigne comme la « conversation nationale ».

➤ **Commentaires des panélistes sur les présentations et questions du public**

Lee Edwards a commenté la question de l'enjeu de la religion lors des élections présidentielles. Il a fait remarquer que le vote de la droite religieuse était moins statique que ce que l'on pouvait croire. Il a donné l'exemple du vote des six millions d'évangélistes qui était allé à Jimmy Carter en 1976, puis qui était revenu dans le giron républicain en 1980, avec l'élection de Ronald Reagan.

Louis Balthazar a posé aux deux panélistes américains la question du déséquilibre budgétaire engendré par les Administrations réputées conservatrices. Les deux panélistes américains ont répondu que, dans le cas de Reagan, son but avoué n'était pas d'accomplir des exercices financiers équilibrés mais bien de dépenser ce qu'il croyait nécessaire pour assurer la sécurité de la nation américaine.

Christian Rioux, du *Devoir*, a soulevé le fait que si les 50 dernières années ont été propices au développement du mouvement conservateur, cette période a aussi été marquée par l'affirmation de mouvements qui ne s'inscrivent pas du tout dans une logique conservatrice, comme le mouvement des femmes et des homosexuels. Les panélistes ont répondu à M. Rioux avec l'exemple de l'élection de Richard Nixon en 1968. Lors de cette victoire des républicains, le futur président en avait appelé à la « majorité silencieuse » pour le porter au pouvoir. Avec cet exemple, les conférenciers voulaient montrer que le courant conservateur est avant tout un courant de fond qui traverse de larges mais silencieuses couches de la société américaine.



PANEL 2. LE CONSERVATISME DANS LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE : UN ÉTAT DES LIEUX

➤ ***Le choc d'une idée, le poids des données : évaluation empirique du conservatisme de la société américaine***

Jean-Marc Léger (Léger-Marketing)

Jean-Marc Léger a évalué, à l'aide d'une méthode qualitative, l'évolution du poids du conservatisme au sein des valeurs prônées par la société états-unienne des années 1970 à 2005. À l'aide de variables, il a montré que la supposée montée du conservatisme américain ne se vérifie pas. Cependant, on observe un déplacement des préoccupations conservatrices. En regroupant ces valeurs en cinq sous-ensembles, on peut établir que le conservatisme tend à faiblir dans les domaines de la religion et des valeurs morales, et à croître sur les sujets touchant à la loi et à l'ordre, à l'immigration et au racisme, et à la place de l'État. Parmi les critères qu'il a utilisés, on retiendra la peine de mort, l'avortement, l'homosexualité, les dépenses militaires, la possession d'armes, la santé, les taxes, etc.

Jean-Marc Léger a conclu que, si les citoyens des États-Unis étaient moins tolérants que ceux du Canada ou de la Grande-Bretagne, ils n'étaient pour autant pas réductibles aux franges ultra religieuses et ultra conservatrices de la droite américaine. La courbe de popularité du président Bush a ainsi décliné depuis le 11 septembre 2001.

➤ ***Politique et religion : le glissement conservateur de la société américaine ?***
Élisabeth Vallet (Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM)

Élisabeth Vallet a, elle aussi, affiné le concept de conservatisme afin d'évaluer le lien singulier qui unit religion et politique aux États-Unis. Elle a montré que la situation actuelle était le fruit d'une alliance éphémère et délicate entre conservatisme social et conservatisme économique. Le 11 septembre a ainsi fait converger des courants en donnant l'illusion, *a posteriori*, d'une unité monolithique qui doit beaucoup au traitement qu'en ont fait médias et sondes.

La bataille Bush/Kerry permet bien d'établir des sensibilités politiques plutôt démocrates ou plutôt républicaines selon les églises et selon le degré de pratique religieuse. Le lien entre religion et politique est réel, mais il n'est l'apanage ni des *Born again Christians* ni de la droite. Le mythe d'une polarisation de la société américaine découle plus de la promotion politique d'une guerre culturelle que de l'existence avérée de deux nations distinctes. En fait, le décalage du centre politique vers la droite s'observe dans nombre de vieilles démocraties, notamment du fait du vieillissement de la population.

➤ ***Le poids des médias conservateurs, un effet structurant sur l'opinion publique américaine?***
Karine Prémont (Collège André Grasset)

Karine Prémont dément l'idée selon laquelle les médias conservateurs auraient un rôle structurant sur l'opinion publique américaine. Malgré la dénonciation par les conservateurs d'une surreprésentation libérale parmi les journalistes, qui biaiserait le traitement de l'information, on observe bien une augmentation des parts d'audience de chaînes comme Fox, au détriment de CNN ou de MSNBC, considérées comme plus libérales.

En fait, trois facteurs expliquent l'évolution récente des médias, qui ne peut être assimilée à un glissement conservateur volontaire. Premièrement, la population serait un peu plus conservatrice. Deuxièmement, les médias seraient de plus en plus regroupés en conglomérats, ce qui, comme le phénomène de l'information spectacle, réduirait la part de la critique dans le travail journalistique. Troisièmement, l'audience libérale apparaît plus diluée sur l'éventail de l'offre médiatique, alors que de plus en plus d'auditeurs de Fox se déclarent conservateurs.

Karine Prémont infirme donc la thèse d'un glissement des médias vers la droite par la droite qui emmènerait la population états-unienne dans son sillage. Si les nouvelles s'uniformisent, c'est plus pour confirmer l'opinion des téléspectateurs que pour la modeler. Or, la population reste majoritairement centriste. Par contre, la qualité de la démocratie dépend notamment de celle des médias. L'information spectacle et le gigantisme qui semblent frapper les groupes de presse justifient les inquiétudes à cet égard.

➤ ***Le conservatisme chez les minorités raciales et sexuelles : une percée inéluctable?***
Greg Robinson (UQÀM)

Greg Robinson étudie le rapport que les minorités raciales et sexuelles entretiennent avec les républicains, avec le président Bush et, plus généralement, avec le conservatisme. S'il est traditionnellement admis que ces minorités sont enclines à se considérer victimes de ces courants politiques, il reste que les républicains ont courtisé le vote noir, pour se prémunir d'accusations de racisme et pour diviser l'opposition libérale. Le succès de cette démarche reste cependant modéré auprès des minorités raciales : 9 % des voix noires allaient à Bush en 2000, contre 11 % en 2004.

Il en va autrement des minorités homosexuelles, qui reflètent la diversité du spectre politique. La volonté de faire correspondre l'homosexualité aux normes sociales témoigne de l'existence d'un courant conservateur dans le combat *gay*. On reproche à ceux qui militent pour des lois non discriminatoires de souligner les différences, là où les plus conservateurs veulent s'intégrer en montrant qu'ils sont comme les autres, par exemple, en accédant au mariage.



DÉJEUNER-CAUSERIE avec Adrian Wooldridge (The Economist), co-auteur de *The Right Nation: Conservative Power in America*.

Selon Adrian Wooldridge, les États-Unis seraient une nation foncièrement conservatrice. Ainsi, sa présentation traitait essentiellement de la puissance des valeurs conservatrices au sein de l'électorat américain et du reflet de ce trait national lors des élections présidentielles.

Dans la première partie de son allocution, il a exposé les raisons qui expliqueraient la domination républicaine, tant à la Maison-Blanche qu'au Capitole. D'abord, le Parti démocrate ne fait pas le poids face aux républicains en termes d'image et de représentativité. Le programme du parti ne reflète pas suffisamment les valeurs de la population. Les Américains se reconnaissent davantage dans le programme du parti de George W. Bush, qui projette une image plus conforme aux attentes des citoyens, par exemple en ce qui a trait à la place de l'État dans la société ou en matière de sécurité nationale. En accordant une attention soutenue aux affaires économiques, le programme démocrate ne susciterait plus l'adhésion de la majorité dont les priorités seraient autres. En effet, les attentes de l'électorat américain auraient changé depuis l'époque où Clinton affirmait avec succès « It's the economy, stupid » pour établir l'enjeu majeur de la course à la présidence de 1992.

Ensuite, selon A. Wooldridge, les candidats se présentant sous la bannière du parti souffrent d'un manque de crédibilité. À cet égard, la déroute du candidat Howard Dean aux primaires démocrates de 2004, ainsi que les difficultés médiatiques rencontrées par John Kerry durant sa campagne seraient symptomatiques. M. Wooldridge a souligné l'habileté des stratèges républicains pour exploiter cette faiblesse en attachant à l'image de John Kerry le sobriquet de « flip-flopper » (girouette), à grands coups d'annonces télévisées.

Enfin, la division interne des démocrates se reflète, lors des élections, par une mauvaise organisation de campagne et par une stratégie peu efficace. Les démocrates n'ont pas su tirer profit des déboires républicains, tels que la tournure du conflit irakien ou que la gestion déficiente des suites de l'ouragan Katrina. Les scandales potentiellement dévastateurs qui ont émaillé les deux mandats de George W. Bush — allant des mensonges sur les armes de destruction massives (ADM) en Irak à l'affaire *Plamegate* impliquant le stratège Karl Rove — sont également autant d'occasions politiques que les démocrates n'ont pas su saisir.

Dans la seconde partie, A. Wooldridge a abordé l'importance des valeurs conservatrices au sein de la société américaine. Afin de mettre en perspective l'influence marquée du conservatisme aujourd'hui, il a préalablement mentionné qu'un courant plus libéral avait été présent dans les années 1960. Il a ainsi soutenu que les politiques de l'État providence recevaient le consentement populaire à l'époque de Lyndon B. Johnson. Autrement dit, de telles politiques étaient le juste reflet des attentes et des priorités de la population. Les Américains y voyaient alors une continuité entre leurs valeurs profondes et les politiques gouvernementales. Cette phase plus libérale fut de courte durée puisque les années 1970 ont incarné le retour en force du conservatisme. Ce changement serait le fruit d'une meilleure stratégie des porte-drapeaux du mouvement conservateur à en faire la promotion. Cette dernière se serait articulée autour de l'institutionnalisation de l'idéologie par l'établissement de *Think Tanks* conservateurs et de la diffusion des bienfaits de ce courant par le biais de revues populaires.

Les États-Unis des années 2000 seraient profondément divisés, mais cette division profiterait d'abord et avant tout au mouvement conservateur. Les valeurs prépondérantes des Américains, telles que la foi religieuse, le respect de la propriété privée, l'individualisme, la sécurité nationale, le patriotisme et le rôle limité de l'État, se retrouveraient principalement dans le programme du parti républicain. L'incapacité du Parti démocrate à articuler un discours convaincant et à offrir une alternative fidèle aux valeurs conservatrices de la population permet aux républicains de se réclamer du mouvement. Dans ce contexte, les électeurs auraient majoritairement tendance à préférer l'original à la copie, surtout lorsque cette dernière ne parvient pas à convaincre de ses convictions et de sa force de caractère. En conséquence, la carte électorale américaine deviendrait de plus en plus le monopole du Parti républicain.



PANEL 3. LE CONSERVATISME SUR LA SCÈNE POLITIQUE AMÉRICAINE

- ***L'Administration Bush : apogée du néo-conservatisme?***
Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (Carleton University)

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay a abordé la problématique de l'influence néo-conservatrice au sein de l'Administration Bush. Selon lui, ce courant idéologique ne ferait pas cavalier seul dans le cercle décisionnel présidentiel. Il se trouverait en compétition avec l'idéologie nationaliste.

Il a d'abord été question de différencier ces courants de pensée et l'impact sur la politique étrangère. En ce qui a trait au nationalisme, M. Légaré-Tremblay a expliqué en quoi cette appellation est controversée : il est peu populaire de parler de nationalisme en sol américain. Le sens traditionnel qui renvoie à la race ou la culture ne se prête pas tellement à réalité politique américaine. Le nationalisme évoque d'abord l'idée de souverainisme, à savoir le refus d'imposition de règles, de normes ou de valeurs étrangères. Dans cette perspective, les États-Unis doivent se limiter à la défense de leurs intérêts propres et ne pas prêter attention aux nations ou aux institutions internationales. Ainsi, une

telle politique étrangère est plutôt isolationniste et trouve sa figure de proue chez le républicain des années 1960, Barry Goldwater.

A contrario, le néo-conservatisme s'avère beaucoup plus universaliste et s'inspire de l'universalisme libéral de Woodrow Wilson. Il est plus juste de concevoir l'identité nationale en termes de principes universels, tels que ceux enchâssés dans la Déclaration d'indépendance : l'égalité, la liberté et la propriété privée. La perception américaine d'incarner la première nation universelle se reflète dans sa politique étrangère en ce sens qu'il est légitime et honorable d'exporter ces valeurs vers les autres nations. La politique étrangère se concrétise alors par des mesures concrètes, telles que l'attaque préventive, le *nation-building* et les missions de paix.

En ce qui a trait à la politique étrangère de George W. Bush, M. Légaré-Tremblay postule que les idées de Goldwater auraient trouvé preneur chez Donald Rumsfeld, Richard Cheney, ainsi que chez le président lui-même. Il note un repli identitaire de la politique étrangère qui s'affirme dans le rapport d'altérité qu'entretiennent les États-Unis avec les États voyous ou encore avec l'Europe. Toutefois, il serait faux d'annoncer la mort du néo-conservatisme puisque l'effort de reconstruction en Irak, soutenu par l'idée de *nation-building*, est encore bien présent au sein de l'Administration actuelle.

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay a souligné qu'il était trop tôt pour conclure sur la prédominance d'un de ces deux courants de pensée au sein de la Maison-Blanche. L'Administration actuelle navigue entre ces deux écoles souvent en contradiction l'une avec l'autre. Selon lui, deux voies s'offrent aux conservateurs américains : l'hégémonie bienveillante ou le repli nationaliste.

➤ ***Le conservatisme au Capitole : la dynamique législative au Congrès après 2004***
Frédéric Gagnon (Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM)

Selon Frédéric Gagnon, les conservateurs jouissent d'une influence manifeste au Sénat américain mais celle-ci n'est pas sans limite. D'abord, F. Gagnon a démontré que le conservatisme est le courant de pensée le plus influent au Sénat depuis 1994. Ce courant idéologique, bien implanté au sein du Parti républicain, a progressivement gagné en importance lors des diverses élections qui ont eu lieu depuis le milieu des années 1990. Ce succès s'explique par l'efficacité de la machine électorale républicaine par rapport au camp démocrate. En ce qui a trait à la dynamique législative, deux développements démontrent que la prédominance républicaine est directement liée à la montée du conservatisme. D'une part, les partis sont de plus en plus homogènes et semblent dorénavant appliquer la règle de « voter dans le sens du parti ». D'autre part, la polarisation autour des enjeux est grandissante. Étant donné la majorité républicaine, la majorité des membres de ce parti ont pour but d'imposer le conservatisme comme le courant de pensée prédominant au Sénat.

Ensuite, M. Gagnon a montré que cette prédominance idéologique a eu un impact profond sur la vie politique américaine. Étant donné les pouvoirs dévolus aux sénateurs américains par la Constitution, ceux-ci peuvent influencer considérablement les politiques intérieure et étrangère. À titre d'exemple, ceux-ci ont pour tâche de préparer et d'adopter les lois fédérales américaines, d'approuver le budget présidentiel, de contrôler les dépenses du gouvernement fédéral ou encore d'approuver par un vote de deux tiers les traités internationaux. Dans cette ère conservatrice, l'avantage numérique des républicains devient très significatif lors des votes en Chambre. Par ailleurs, cette majorité républicaine permet aux membres du parti de contrôler les activités législatives. À titre d'exemple, le leader de la majorité républicaine, Bill Frist, devient le membre le plus influent du Sénat puisqu'il contrôle le programme des débats, les droits de parole, ainsi que l'ordre des discussions

parlementaires. Un autre avantage de cette majorité républicaine est le privilège de présider chaque comité parlementaire en plus d'être majoritaire au sein de chacun d'eux.

Enfin, M. Gagnon a nuancé son analyse en mentionnant trois facteurs qui limitent l'influence de l'idéologie conservatrice au Sénat. Premièrement, la discipline de parti restreint les républicains conservateurs quant à la mise sur pied des coalitions nécessaires lors de l'adoption de projets de lois ou de nominations. Deuxièmement, la règle du « flibuste » qui stipule la durée illimitée des débats en plénière et qui nécessite l'accord de 60 des 100 sénateurs pour la contourner, empêche les républicains conservateurs de conclure les débats quand bon leur semble. Troisièmement, l'opinion publique américaine défavorable au président Bush affecte également celle des sénateurs conservateurs. Avec les élections au Congrès qui approchent à grand pas, les sénateurs républicains modérés remettent en question leur fidélité envers le président. Les déboires en Irak, ainsi que la gestion déficiente de l'ouragan Katrina y ont joué pour beaucoup. En définitive, Frédéric Gagnon croit que les républicains conservateurs devront modérer leurs positions afin de conserver la majorité de l'électorat, sans quoi l'idéologie conservatrice pourrait régresser pour la toute première fois depuis les événements du 11 septembre 2001.

➤ ***Le rôle des partis politiques dans une ère conservatrice post-partisane***
Sébastien Barthe (Chaire Raoul-Dandurand, UQAM)

Sébastien Barthe a présenté les débats académiques entourant la question de l'influence des partis politiques au sein de la vie politique américaine, ainsi que la catégorisation partisane de son histoire politique. En première partie, il a mentionné que la force d'un parti politique reposait sur la solidité de ses coalitions. Il définit une ère partisane comme une période durant laquelle un parti possède une coalition assez solide pour lui permettre de dominer la scène politique à l'échelle du pays. Elles ont une durée de vie moyenne de trente ans.

Il a ensuite dressé le portrait historique des cinq ères partisans ayant caractérisé la vie politique américaine. Dès 1800, on assiste à la première ère partisane dominée par le parti démocrate-républicain, celui de Thomas Jefferson et de James Madison. La seconde ère partisane, de 1829 à 1860, est caractérisée par le début d'une féroce compétition entre les démocrates et le parti Whig. Les deux coalitions se forment autour du statut économique de leurs membres, les Whigs étant associés à la classe possédante et les démocrates au milieu ouvrier. La troisième ère partisane, dominée par le jeune Parti républicain, prend place en pleine Guerre civile américaine. Elle s'étend de 1861 à 1896. Au cours de cette période, les coalitions de chacun des partis se forment autour des clivages régionaux, le parti républicain représentant le Nord et les Noirs du Sud, tandis que le Parti démocrate devient l'emblème politique du Sud. La quatrième ère partisane est également dominée par le Parti républicain. De 1897 à 1932, la composition des coalitions reste sensiblement la même, mais les enjeux évoluent. C'est au cours de cette période que le Parti démocrate effectue son tournant populiste et adopte des idées dites de gauche sur le spectre politique. La cinquième ère partisane débute en 1933, mais son terme est encore matière à débat. Dominée par le Parti démocrate à l'époque du *New Deal* et rassemblant les moins nantis de la société, tels les fermiers, les travailleurs industriels, les syndiqués, les Noirs et les catholiques, on la surnomme la Grande Coalition.

Il n'y a pas encore consensus sur ce qui suit cette période. Certains avancent l'idée du début d'un système partisan dominé par le Parti républicain, tandis que d'autres parlent d'une ère post-partisane. Cette sixième période serait caractérisée par une incapacité des partis politiques à former des

coalitions assez solides pour dominer l'arène politique nationale. Selon M. Barthe, il est difficile de trancher sur la catégorisation partisane conservatrice. D'une part, il remarque la profonde division au sein de l'électorat, ce qui serait en faveur de la thèse de l'ère post-partisane. D'autre part, il perçoit une domination significative du parti républicain à la Maison-Blanche, au Congrès et pour les postes de gouverneurs. Il en conclut que nous sommes dans une ère post-partisane, car les électeurs indépendants occupent un tiers de l'électorat, mais aussi conservatrice, puisque le parti réussissant à être le porte-drapeau des valeurs conservatrices triomphe généralement aux urnes. Jusqu'ici, le Parti républicain s'est montré plus apte à répondre à réaliser cette tâche. Cependant, il suffirait que le Parti démocrate réussisse à mieux rejoindre ces valeurs pour que la domination républicaine soit remise en question.

➤ ***Discours libéral recherché : l'avenir du parti démocrate dans une ère conservatrice***
Julien Turreille (Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM)

Selon Julien Turreille, il y aurait actuellement une crise profonde au sein du Parti démocrate qui l'empêcherait de redéfinir un programme reflétant les principales préoccupations et valeurs de la population américaine. L'obstacle principal à cette redéfinition serait l'idéologie libérale dont se réclame le parti.

Premièrement, l'inadaptation du discours du Parti démocrate entraînerait une érosion de sa base électorale. M. Turreille a soulevé des enjeux significatifs démontrant ce handicap du parti en abordant la sécurité nationale, ainsi que l'économie. En ce qui a trait à la sécurité nationale, le Parti démocrate fait preuve d'une certaine mollesse quant à sa volonté de lutter contre le terrorisme. Une telle attitude face à cette préoccupation majeure de la population américaine est évidemment lourde de conséquence sur le plan électoral. Par ailleurs, au cours de la dernière campagne présidentielle, le manque d'accent mis par les démocrates sur l'économie constituerait une cause centrale de leurs déboires. L'incapacité du parti à répondre aux changements provoqués par la mondialisation de l'économie aurait affecté directement sa base électorale, notamment l'aile syndicale. M. Turreille a poussé la réflexion en questionnant la validité d'un programme libéral dans le contexte d'une économie mondialisée.

Deuxième, le discours libéral entretenu par la branche la plus à gauche du parti serait un obstacle significatif au rattrapage qui doit être fait si les démocrates souhaitent reprendre le pouvoir. La polarisation grandissante de l'électorat américain les oblige à articuler un discours convaincant afin de conquérir une majorité d'électeurs modérés. Étant donné que la société américaine semble traverser une phase conservatrice, le parti se doit de redoubler d'efforts afin de conquérir cette majorité modérée. Or, la domination de l'aile libérale radicale du parti dans la formulation d'un discours aux antipodes des préoccupations de l'électorat nuit considérablement à l'ensemble du parti en tant qu'alternative crédible au Parti républicain.

En définitive, M. Turreille suggère qu'une stratégie gagnante pour les démocrates doit aller au-delà de l'exploitation des failles de l'Administration actuelle et doit s'orienter principalement sur un programme reflétant les enjeux et les préoccupations contemporaines de la société américaine.



PANEL 4. GULLIVER DÉCONNECTÉ : L'EFFET DU CONSERVATISME SUR LES RELATIONS ÉTATS-UNIS/CANADA ET ÉTATS-UNIS/EUROPE

- *Toujours les effets post-11 septembre? La sécurité et l'Amérique du Nord selon la vision conservatrice*

Philippe Lagassé (Carleton University)

La modification des enjeux de sécurité et la montée du conservatisme américain depuis le 11 septembre 2001 remettent en scène la question de l'équilibre entre la sécurité et la prospérité. Philippe Lagassé présente les différentes visions conservatrices du dilemme.

Il y a d'abord le protectionnisme conservateur qui représente l'isolationnisme traditionnel et qui cherche à limiter à la fois l'immigration (sécurité) et le commerce extérieur (nationalisme) en établissant un périmètre de sécurité. Cette approche, plutôt défensive, est prête à sacrifier les échanges pour assurer la sécurité intérieure des États-Unis. Elle a comme objectif de restreindre les insécurités frontalières constituées notamment par l'immigration et par l'entrée des drogues. Ce conservatisme américain vise davantage le Mexique que le Canada.

Le dilemme est également abordé par les conservateurs économiques qui sont favorables à un équilibre entre la sphère économique et la sécurité afin de préserver la prospérité. Selon cette approche, l'intégration économique américaine, les accords de libre-échange comme l'ALENA et la hausse des échanges (étudiants, tourisme) permettent de diminuer les hostilités en augmentant la coopération entre les États. Ils proposent une concertation entre les gouvernements, les entreprises et la défense afin de parvenir à cet équilibre.

Nous constatons également la présence d'un nouveau conservatisme jacksonien, plutôt offensif, qui vise surtout le Moyen-Orient et qui préconise l'élaboration de politiques antiterroristes, un plus grand *leadership* de la part des États-Unis, l'interventionnisme (en Afghanistan et en Irak), ainsi qu'une hausse du nationalisme qui préserve les principes fondateurs.

Finalement, le réalisme conservateur est une approche « étapiste » qui met l'emphase sur la sécurité intérieure américaine, l'économie, la nation, l'intervention et l'intégration. Selon celle-ci, le défi de la sécurité intérieure se présente en termes de gestion du risque et non *via* l'élimination de celui-ci. Il s'agit de parvenir à un équilibre entre les notions offensive et défensive, ainsi qu'avec les notions de sécurité et de prospérité.

- *La politique commerciale des États-Unis : vers un protectionnisme renforcé ou un approfondissement du libre-échange?*

Carl Grenier (Conseil du Libre-échange pour le bois d'œuvre, CLÉ-Bois)

En retraçant le lien entre le conservatisme et le protectionnisme économique au travers les grandes périodes historiques des États-Unis, Carl Grenier affirme que le phénomène qui déferle actuellement chez nos voisins n'est pas récent.

1- De 1776 à 1930, les États-Unis adoptent une politique commerciale protectionniste afin de favoriser leur croissance économique et de protéger les industries naissantes. Le Parti démocrate, recevant alors majoritairement ses appuis politiques du Sud agricole, prône l'ouverture des frontières

commerciales et la baisse des barrières tarifaires de manière à favoriser l'exportation. Cette période est marquée par la dépendance des États-Unis à l'égard de la Grande-Bretagne, puis, par l'accroissement du commerce avec le Canada.

2- La crise économique des années 1930 permet aux États-Unis de prendre le *leadership* en faveur de la libéralisation commerciale et de renverser la loi Smooth-Haley. Roosevelt et Cordell Hull ouvrent une nouvelle ère en convainquant le Congrès de diminuer les tarifs douaniers afin que les autres États fassent de même, contribuant *de facto* à faire repartir la croissance économique. L'objectif est de sortir les États de la crise qui sévit. La clause de la nation la plus favorisée prend également naissance.

3- À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis participent à la mise en place d'institutions économiques mondiales favorisant le commerce, notamment les accords de Bretton Woods et le GATT. En période de Guerre froide, Washington négocie sans exiger la réciprocité complète chez ses partenaires.

4- Le *Tokyo Round* de 1974 entraîne des changements, puisque le Congrès exige dorénavant des comptes rendus de la part de ses partenaires. La branche législative est davantage réticente à l'ouverture commerciale et demande la création du *United States Trade Representative* pour diriger les politiques commerciales américaines.

5- La décennie 1980-1990 est caractérisée non seulement par la fin de la Guerre froide et par les négociations de l'ALENA, mais également par l'influence de nouveaux acteurs en matière de politique commerciale (plusieurs groupes d'intérêts ayant une influence sur le Congrès). Déçus du multilatéralisme, les États-Unis optent pour le bilatéralisme.

6- Actuellement, les politiques commerciales américaines sont fortement façonnées par la relation avec l'Asie et par le déficit (4 000 milliards de \$ US) qui en découle. Le taux de change fixe de la Chine varie peu malgré les pressions de Washington. Le système s'avère incapable de réparer les instabilités. La seule voie restante pour les États-Unis réside dans les négociations bilatérales (les États-Unis ont conclu 15 accords et une trentaine sont présentement en cours) et dans l'accroissement de leurs exportations.

En conclusion, Carl Grenier soutient que le choix américain du bilatéralisme constitue un changement préoccupant de la part de ce chef de file historique en matière de libéralisation commerciale.

➤ ***Vers une incompréhension mutuelle nord-américaine? Les relations États-Unis/Canada aux prises avec la montée du conservatisme***

Louis Balthazar (Observatoire sur les États-Unis, UQÀM)

Pour Louis Balthazar, les différences culturelles entre les Canadiens et les Américains sont trop exacerbées par rapport à la réalité. L'idée selon laquelle le Canada demeure un État progressiste alors que les États-Unis sont conservateurs est effectivement largement véhiculée. Or, il s'avère nécessaire de nuancer ce propos, puisque le mouvement américain s'essouffle et que le Canada s'avère moins différent de son voisin américain qu'il ne le souhaite ou qu'il ne le laisse entendre.

Issu du déplacement démographique du nord-est vers le sud-ouest et de la différence entre les zones à faible densité et forte densité (le monde rural subit davantage d'insécurité et est plus attiré par les valeurs conservatrices), le conservatisme américain connaît une crise.

Le Canada, pour sa part, se rapproche des États frontaliers américains sur le plan des valeurs (moins conservateurs, davantage en faveur du démocrate Kerry, préconisant le droit à l'avortement). Bien qu'ils se définissent en s'opposant aux Américains, les Canadiens entretiennent avec leur voisin des liens persistants et avantageux pour les deux États. Outre la sphère historique et le fait que le Canada a été fondé par des Américains, il est nécessaire de mentionner l'importance économique des États-Unis, ainsi que l'influence culturelle grandissante des États-Unis sur les Canadiens, notamment dans les modes de vie similaires (habitations en banlieue, utilisation de l'automobile, étalement urbain, littérature américaine). De plus, les deux États ne semblent pas si différents au niveau environnemental : en dépit du fait que le Canada ait ratifié le protocole de Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 24 %, alors qu'aux États-Unis la hausse est de l'ordre de 13 %.

Le cas du Québec semble légèrement différent de celui du Canada du fait de la langue et de la culture. Toutefois, plusieurs exemples démontrent que certaines valeurs normalement associées aux États-Unis sont également partagées par les Québécois (comme les manifestations au nom de la liberté d'expression à Québec pour la radio CHOI FM ou l'élection du proaméricain André Arthur au parlement).

En conclusion, il est possible d'affirmer qu'à plusieurs égards les États-Unis et le Canada sont plus proches que peuvent l'être plusieurs pays de l'Union européenne. « Nous sommes pour le meilleur ou pour le pire confinés dans la maison des États-Unis », dira Louis Balthazar.

➤ *Des États-Unis conservateurs peuvent-ils dialoguer avec une Europe « progressiste » ?
L'avenir des relations transatlantiques*

Barthélémy Courmont (Institut des Relations Internationales et Stratégiques, IRIS, Paris)

Barthélémy Courmont établit la relation qui prévaut entre l'Union européenne et les États-Unis depuis le 11 septembre 2001. À ce propos, il explique que la population européenne ne vote pas de la même façon ou selon les mêmes critères que les Américains. Il précise également que Bush agit simultanément comme paratonnerre de l'antiaméricanisme et comme catalyseur de la construction européenne (unie pour contrer les Américains). Bush rend la situation mondiale plus confortable pour le « Vieux Continent », puisque l'élection de Kerry aurait entraîné des décisions politiques tout autres. Favori dans la course à la présidence américaine chez les Européens, sa victoire lui aurait permis de demander une plus grande participation de l'Union européenne à la reconstruction de l'Irak. Dès lors, le refus probable de cette dernière aurait provoqué une crise transatlantique majeure.

Le constat est donc le suivant : alors que les États-Unis parviennent à un consensus malgré la polarisation idéologique, l'Europe est au prise avec des divergences internes (nationalisme, régionalisme) qui rendent la cohésion difficile. Malgré tout, les deux entités détiennent un consensus autour de certaines valeurs profondément enracinées (par exemple, l'Union européenne s'accorde sur des éléments tels que la peine de mort, la CPI, le port d'arme, l'avortement ou le rapport à la religion). La tension existante entre ces deux entités relève de la différence des valeurs et, surtout, de la divergence dans les moyens de les appliquer. En effet, l'Union européenne désire étendre ses valeurs dans le monde tout comme les néo-conservateurs américains, mais elle ne possède pas les

mêmes moyens. Par conséquent, les approches demeurent similaires, mais les moyens d'imposer leur modèle et leurs valeurs respectifs sont dissemblables. Il y a donc un réalisme qui se dégage des rapports entre les États-Unis et l'Europe.

Bien que l'Union européenne doive accepter les changements durables des relations transatlantiques et que Washington ne prenne plus ses décisions uniquement en fonction du Vieux Continent, mais selon ses propres intérêts, une seconde vision existe. Cette deuxième option refuse le manichéisme, et propose que l'Union européenne tende la main et adopte la même approche que les Américains en réalisant des coalitions *ad hoc* pour des intérêts spécifiques. Courmont stipule que, dans les prochaines années, l'Union européenne risque d'effectuer ce type de coalition de circonstances et de reproduire le modèle conservateur si critiqué au début de la guerre en Irak.

➤ Période de question

Avec l'élection du Parti conservateur canadien, est-ce que le conservatisme traversera la frontière et quel peut être son impact sur les Canadiens?

Pour Louis Balthazar, les relations américano-canadiennes restent stables malgré les changements politiques : les échanges se passent à 90 % en dehors de la sphère politique. D'autre part, la relation diplomatique entre les deux pays n'en sera qu'améliorée, puisqu'il ne s'agit pas uniquement d'un symbole. La bonne entente entre Bush et Harper peut effectivement provoquer des avancées dans certains dossiers.

Carl Grenier répond, pour sa part, que c'est le Congrès qui a souvent le dernier mot et que l'arrivée du Parti conservateur n'entraîne pas de véritables changements sur le conflit du bois-d'œuvre, par exemple. Le gouvernement n'a pas les moyens d'influencer les décisions du Congrès et il serait surprenant que le nouveau ministre effectue des ententes à ce sujet, puisque des procédures juridiques ont déjà été entamées. De plus, la Constitution américaine protège les entreprises et fait en sorte que l'opposition d'une compagnie à une telle entente entraîne l'invalidité de celle-ci. Il précise également qu'en rejetant le processus de résolution des différends, les États-Unis remettent en question l'apport du Canada dans la zone de libre-échange.



CONCLUSION : Christian Rioux (*Le Devoir*)

Christian Rioux soulève quatre éléments qu'il faut mettre en perspective afin de mieux comprendre la hausse du conservatisme américain depuis le 11 septembre 2001.

Il stipule d'abord que la droite américaine n'est pas un bloc monolithique dans lequel il existe un consensus, mais une réalité complexe qui regroupe plusieurs approches (morale, libertaire, modérée) se rejoignant sur certaines facettes. Ces nombreuses droites, dont Bush a construit l'unité en 2004, ont des frontières poreuses en mouvance permanente.

Dans un deuxième temps, il parle de l'*épisode néo-conservateur* américain comme d'un phénomène temporaire. Le *moment* conservateur est une réaction extrême au 11 septembre 2001 qui a fait découvrir que les États-Unis n'avaient pas de politique ou de vision du monde pour l'après-Guerre froide. Par conséquent, il ne s'agit pas uniquement d'une question de positionnement politique, puisque la distinction entre la droite et la gauche diffère peu à certains égards (exemple :

l'intervention en Irak est inspirée de l'internationalisme wilsonnien), mais d'une réorientation complète de la politique étrangère américaine.

Il aborde ensuite la question de la religion et de la culture. Selon lui, il s'avère nécessaire de rétablir la vérité à propos du lien entre la religion et la montée de la droite conservatrice puisqu'il est de moins en moins étroit. Rioux s'attarde également sur le mythe de la guerre de culture construit par Pat Buchanan et affirme que cette polarisation est une construction de l'esprit parce que la population demeure majoritairement au centre du spectre politique.

Finalement, il pose la question de savoir si la gauche s'est cantonnée dans les groupes d'intérêts des minorités. Il atteste, à cet effet, que la gauche tente de rejouer les luttes glorieuses du passé, mais ne répond pas aux besoins de la majorité. Il suppose ainsi que la percée de la droite a été possible grâce à ses propositions concrètes permettant de répondre aux problèmes réels. La droite américaine a été la première à se préoccuper de la *civic america* et à créer un tissu social autour des valeurs qui unissent généralement les Américains (religion, patriotisme, devoirs, libertés, droits). Ce débat politique n'est pas rétrograde, car il permet la fusion de la société. Aux États-Unis, la droite a réussi là où la gauche a échoué : rassembler et faire rêver la population.